

La Gazette des Comores

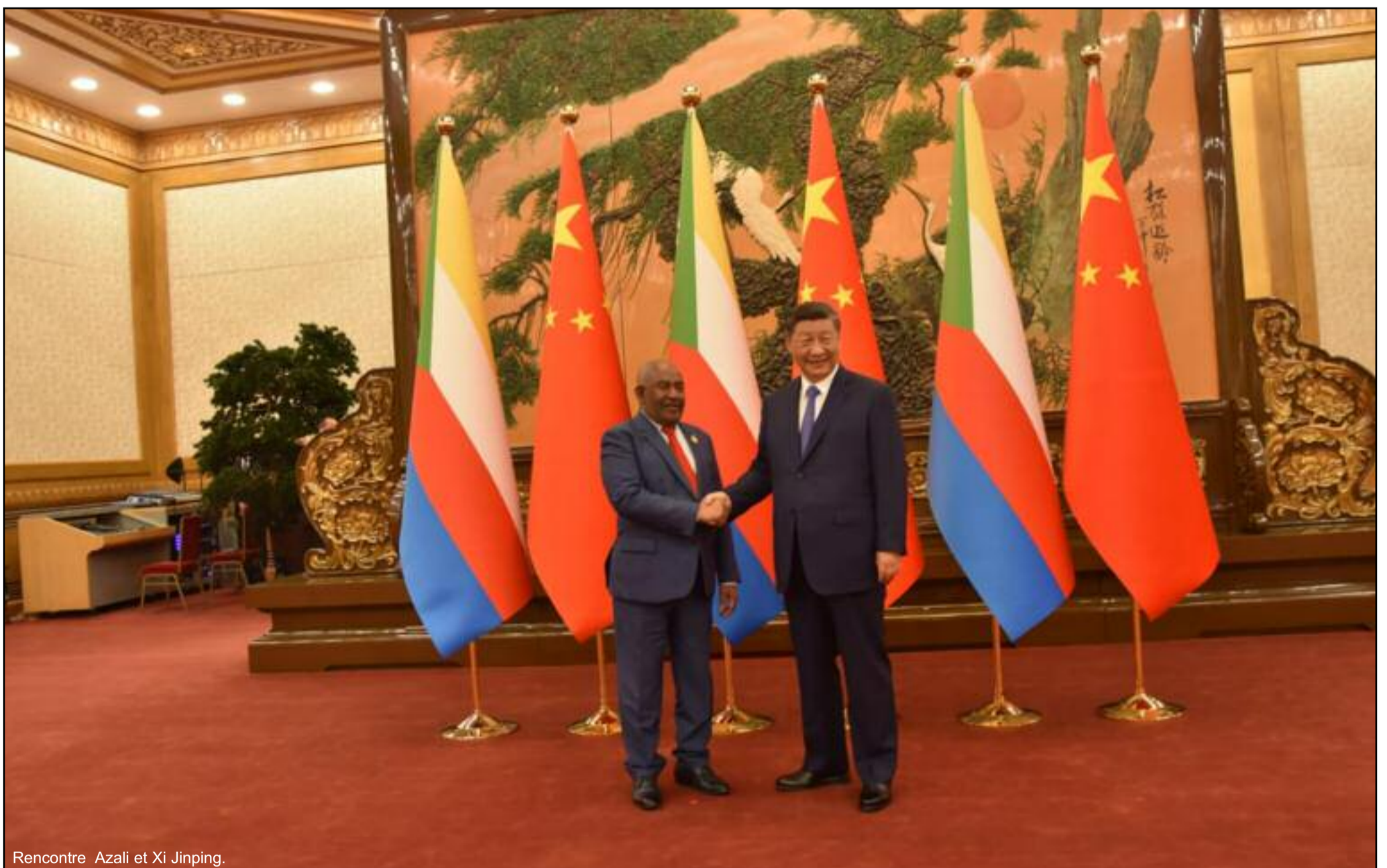
*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

25^{ème} année - N°4701 - Mercredi 04 Septembre 2024 - Prix : 200 Fc

COMORES-CHINE

Azali, en grand ami de la Chine



Rencontre Azali et Xi Jinping.



MINISTÈRE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, DE L'URBANISME CHARGE
DES AFFAIRES FONCIÈRES ET TRANSPORTS TERRESTRES

Programme Régional de Résilience Climatique (PRRC)
Financement de la BM : Subvention IDA_E191-KM

Amis réf : 2024-016-EAU-UGP-PRRC

En date du 02 et 03 septembre 2024, il est apparu sur l'édition numéro...et numéro..., l'avis à manifestation d'intérêt référencé ci-haut pour le Projet PRRC.

Nous tenons à vous informer que cette publication a été une erreur et vous prions de ne plus considérer cette dernière.

Veuillez accepter nos excuses.

**FOUDHOIYILA OMAR
COORDONNATRICE.ai PRRC**

GARDE CÔTE :

Le Chargé de la défense à la Garde Côte comorienne

Le Délégué en charge de la défense a effectué une visite vendredi dernier à la Garde Côte. C'était l'occasion pour Youssouf Ali Mohamed de la formation des éléments de la Garde Côte sur la manipulation des drones.

Après les Services de Santé Militaire, le Délégué en charge de la défense s'est rendu vendredi 30 août à la Garde Côte Comorienne. Accueilli par le colonel Azad Ahamada, commandant de la Garde Côte, il a visité les locaux et a parlé des efforts du gouvernement à assurer la sécurité et la surveillance en mer par l'intermédiaire des drones. « Aujourd'hui, nous avons à notre disposition trois drones d'une capacité de 12h de vol. Ces drones sont là pour la surveillance des côtes mais aussi assurer la sécurité en mer », a déclaré Youssoufa Mohamed Ali. Selon lui seul les Comores possèdent ce genre

de drones au niveau de l'Océan Indien et des éléments de la Garde Côte étaient en formation pour se familiariser pour mieux les utiliser. « Ces drones ne sont pas seulement pour la guerre mais pour assurer aussi la prévention mais surtout sur la surveillance contre la pêche illégale », a-t-il souligné.

De son côté, le commandant de la Garde Côte a montré que la formation sur les drones concerne dans un premier temps dix agents et va se poursuivre par une deuxième vague de dix autres. « Nous avons 10 personnes pour le pilotage des drones. Ils font une formation accélérée de 12h par jour, a-t-il précisé. Après cette formation, 4 personnes s'envoleront aux Etats Unis pour une formation des formateurs et à leur tour, ils formeront une deuxième vague de dix personnes ».

Un des participants à la formation a montré que tout au long du stage, ils étaient initiés sur comment

utiliser le drone depuis son décollage jusqu'à son atterrissage. « Nous sommes en communication permanente avec l'ANACM et l'Aéroport des Comores pour la situation dans les airs et les endroits où nous devons passer », a avancé Choudjay Mohamed El Amine. Et d'ajouter : « aujourd'hui, nous sommes en mesure de connaître l'état du drone, ses capacités et sommes capables de résoudre les problèmes qu'ils vont rencontrer dans les airs.

Nabsoiti Soulaïmana, un autre stagiaire a montré à son tour qu'ils étaient formés sur la maintenance Aircraft, comment l'assembler et le pilotage. « On va être divisé en deux groupes. Un groupe pour le pilotage et un autre pour la maintenance », a-t-elle précisé. Selon elle, la Garde Côte a des drones qui peuvent monter jusqu'à 12 000 pieds avec deux antennes. Une antenne omnidirectionnelle avec une portée de 10 Km et une antenne directionnelle avec



une portée de 150 Km. « Nous avons une autonomie de 12h et notre capacité de couverture dépend des antennes. Et je précise ici que nos antennes peuvent être mobiles. On peut les embarquer sur un bateau ». Cette dernière est revenue sur leurs

collaboration avec l'ADC et l'ANACM. « Ces deux entités sont importantes pour nous pour la planification dans les airs mais aussi pour la météo, un facteur important », a-t-elle conclu.

MY

ENVIRONNEMENT :

Les incendies de brousse se multiplient à Mohéli

En cette période de sécheresse, les agriculteurs qui pratiquent la culture sur brûlis ne font que cau-

ser des dégâts à l'environnement déjà dégradé. Il ne se passe pas une semaine sans qu'on aperçoive

une partie de la forêt qui s'embrase. Et les auteurs de ces actes ne sont presque jamais connus. Le dernier incendie fut celui qui avait menacé le site de Comores télécom de Mhudzudzu sur les hauteurs de Mbatsé.

heures, nous avons reçu l'information de nos gardiens que notre site est menacé d'incendie, nous avons tout de suite mobilisé nos équipes sur le lieu et à 16 heures nous avons appelé le COSEP, qui a rapidement répondu » explique Abacar Lahadji, directeur régional Comores télécom.

L'incendie a été difficilement maîtrisé, faute d'eau et jusqu'à 19 heures, le site était toujours en danger, selon le Directeur. Car les flammes n'étaient pas complètement éteintes. « Les citernes d'eau dans nos sites sont indispensables » a-t-il conclu. En une semaine, une grande flamme a ravagé pendant presque 3 jours plusieurs hectares de culture à Mawé Madou sur les hauteurs de Fomboni. Vanille, girofle et des cultures vivrières sont parties en

fumée. Les auteurs de ces actes ne sont toujours pas connus.

À Massangani, tout comme à Hambaha des zones de culture de Bandar es-Salaam, les incendies sont devenus quotidiens. « Mon terrain a été brûlé trois fois de suite. La première fois, j'ai connu l'auteur de l'incendie mais les deux autres fois aucun indice », regrette Abzed Djaza avant de préciser que ses cocotiers tombent successivement sous l'effet de la flamme au niveau des racines. À la gendarmerie, ceux qui ont porté plainte contre X, l'enquête ne donne rien. Sans aucune mesure d'accompagnement, les victimes sont livrées à elles-mêmes.

Riwad



Les incendies de brousse se multiplient à Mohéli.

RENTREE SCOLAIRE 2024-2025

Les vacances s'achèvent le 30 septembre prochain

Encore un mois de détente pour les élèves d'après l'arrêté n°24-011 relatif au calendrier de la rentrée scolaire au titre de l'année 2024-2025 signé le 30 août dernier par Bacar Mvoulana, ministre de l'éducation nationale. Selon ledit arrêté, la reprise du chemin de l'école fixe la rentrée des enseignants au 23 septembre prochain et celle des élèves au 30 de ce mois-ci.

Le mois de septembre vient de commencer. Et l'heure est déjà à la course des fournitures scolaires car le calendrier portant fixation des dates de la rentrée sco-

laire 2024-2025 a été rendu public par le ministère de l'éducation le 30 août dernier.

Ce calendrier apportera-t-elle une bouffée d'oxygène aux parents d'élèves presque asphyxiés par les festivités matrimoniales et leur lot de dépenses ostentatoires, dans le sens de prévoir la rentrée à la fin du mois en cours. Les enseignants retrouveront leurs postes le 23 Septembre prochain sur l'ensemble du territoire national, tandis que les élèves retrouveront les bancs le 30 septembre.

Comme à l'accoutumée, l'année scolaire se divise en trois. Et selon l'arrêté N°24-011 signé par le nou-

veau ministre de l'éducation Bacar Mvoulana, le premier trimestre commence du 30 septembre au 21 décembre 2024. Le deuxième trimestre débutera du 02 janvier 2025 au 22 mars 2025, puis le dernier trimestre s'étalera du 02 avril au 14 juin 2025. En ce qui concerne le déroulement des examens nationaux 2024-2025, ils vont s'organiser du 23 juin au 09 août 2025. Pour l'heure, aucune consigne de grève n'a été donnée du côté des syndicats, ce qui laisse augurer une rentrée presque normale, sans perturbation.

Kamal Gamal



COMORES-CHINE

Azali Assoumani, en grand ami de la Chine

C'est un euphémisme, plus encore c'est un signe de reconnaissance de l'engagement du président Azali dans sa relation avec la République Populaire de Chine. Il ne se passe pas une année sans que le président de la République ne se déplace à Beijing, que ce soit dans le cadre de la coopération multilatérale ou bilatérale.

"Le président de la République populaire de Chine a reçu le président de l'Union des Comores", lit-on dans une dépêche de la représenta-

tion diplomatique chinoise à Moroni. Et celle-ci de continuer en citant les mots du président Xi Jinping. « Dans ses mots de bienvenue, le président Xi Jinping a qualifié le président Azali d'ami du peuple chinois. Il a félicité pour sa réélection et pour sa réussite dans la présidence de l'UA. Cette rencontre entre les deux chefs d'Etat, se faisait en prélude à l'ouverture du 9e sommet de la coopération sino-africaine ».

Si les historiens font remonter la première relation sino-africaine au voyage de l'amiral Zheng He dans l'est du continent, le forum de

coopération sino-africaine remonte quant à lui en 2015 et le premier FOCAC à Johannesburg. Cet ancrage de la Chine en Afrique ne s'est pas fait en une nuit, les observateurs politiques se souviendront du voyage de l'ancien premier ministre chinois, Li Peng dans 11 pays du continent où il a établi les quatre principes de la coopération sino-africaine

Le président Xi Jinping, a en croire la note de la présidence de l'Union, souhaiterait en 2025 lors du 50eme anniversaire de l'établissement des relations sino-comoriennes, « élever le niveau des relations bilatérales en partenariat straté-

gique, en vue de la réussite du Plan Comores Emergent, notamment dans les domaines de l'agriculture, de la santé, de l'économie bleue et de la lutte contre les effets du changement climatique », le haut plus degré de la coopération bilatérale. Et le chef de l'Etat chinois, de montrer sa disponibilité de continuer à travailler avec son homologue comorien. « Il s'est dit heureux de travailler de concert avec le président Azali, pour défendre les principes du respect de l'intégrité territoriale des deux pays et, sur le plan pacifique et les partenariats dans le cadre du sud Global ».

Accompagné d'une délégation de ministres et d'hommes d'affaires, le président Azali profitera de son séjour en Chine pour booster la coopération économique, notamment avec la signature du « mémorandum d'entente sur la mise en œuvre de l'Initiative pour le Développement Mondial, entre l'Agence Chinoise de Coopération Internationale pour le Développement de la République Populaire de Chine et le Ministère des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationale ».

Imtiyaz

CONFÉRENCE À BAKOU :

La question de Mayotte au cœur de débats

Les enjeux de la présence coloniale française aux Comores, les intérêts géopolitiques et économiques de la politique coloniale de la France, la position de l'Union des Comores et des organisations internationales concernant l'île de Mayotte, sont entre autres les grandes lignes de la conférence internationale, sur « l'occupation illégale de l'île comorienne de Mayotte par la France » à Bakou, capitale de l'Azerbaïdjan.

Pendant deux jours, du 02 au 03 septembre, « la question de l'occupation illégale de l'île comorienne de Mayotte par la France », a fait l'objet d'une conférence à Bakou, la capitale de l'Azerbaïdjan. Cette conférence internationale a vu la présence des représentants de l'Union des Comores, qui militent contre l'occupation française et pour réintégrer Mayotte dans son giron naturel, ainsi que des personnalités sociales et politiques mahoraises, des diplomates, des représentants des milieux scientifiques, des dirigeants d'organisations non gouvernementales et des militants des droits de l'homme, tel que le Collectif de la

3e voie, le Comité Maoré, CDIS-COM pour la diaspora, etc.

Hier mardi 03 septembre, l'accent a été mis sur l'histoire et les enjeux de la présence coloniale de la France à Mayotte, mais également sur la question du droit international et la position des organisations internationales autour de cette question. Il s'agit d'un combat de longue haleine, bientôt 50 ans que l'île comorienne de Mayotte est maintenue sous administration de la France, qui ne reconnaît pas jusqu'à présent l'intégrité territoriale des Comores. Pour ces organisations de la société civile, une telle conférence offre un portail de solutions essentielles, mais surtout parler de cette question est fondamental vu ses conséquences sur la population de l'archipel.

Dans leur intervention, le Collectif de la 3e voie a exposé l'impact de cette occupation. « Il y a un discours qui est assez courant qui interpelle sur la pertinence de la lutte contre l'annexion de Mayotte par la France. Ce discours se résume en deux questions. Pourquoi on continue à revendiquer Mayotte alors que les Mahorais ont fait le choix de rester français ? La deuxième question, c'est pourquoi les



défenseurs de l'indépendance ne s'occupent-ils pas d'abord des trois îles ayant accepté ? Lorsqu'on se penche sur la formulation de ces questions on voit à quel point elles sont incongrues », avance-t-il. Il revient sur les conséquences qui sont entre autre le déni du droit, le déni de l'histoire et le déni de la géographie.

« Comment peut-on construire un État qui est né dans la confusion, une confusion, qui est entretenue depuis, 50 ans, pour que deux générations de comorien, qui n'ont plus

d'histoire commune. La disparition progressive de cette histoire commune, étant devenus des étrangers l'un pour l'autre, au point où le vivre ensemble n'a plus de sens, n'a plus de contenu. Voilà où l'occupant, nous a emmené en moins de 50 ans », s'attriste-t-il.

Les juristes ont abordé aussi la question du point de vue du droit, tout comme pour revenir un peu dans l'histoire du referendum. « Le suffrage universel on le prend dans son ensemble. Le droit interne français démontre cette fois-ci, que l'île

de Mayotte n'est pas du tout intégré dans la République française, en tout cas dans les valeurs juridiques de la République française », souligne un juriste lors de cette conférence.

L'agence Apa nous apprend qu'à l'issue de l'événement, « une déclaration finale a été adoptée par les participants. Dans le même temps, un Mémorandum de coopération a été signé entre le Comité Maoré, sous domination coloniale française, et le Groupe d'Initiative de Bakou ». Notons qu'il s'agit de la 16e conférence similaire organisée en un année par ce qui apporte un soutien aux peuples aux prises avec le colonialisme dans le cadre du droit international.

Andjouza Abouheir

COMORES TÉLÉCOM/RÉSEAU MECK :

L'Union des Meck s'interconnecte à Comores Télécom

La société Comores Télécom et le réseau MECK ont procédé samedi dernier à la signature d'une convention d'interconnexion et une convention de concession. Désormais, les agences du réseau MECK peuvent vendre des produits de Comores Télécom.

Ce partenariat a pour objectif d'interconnecter toutes les agences de l'Union des Meck à travers le pays grâce à la fibre optique, afin d'améliorer l'accès aux services bancaires pour tous les Comoriens. Le directeur général de Comores Télécom, Ali Hadji Mmadi, a montré son engagement et son dévouement à rendre le réseau

de ses partenaires et clients plus stable et permanent. « Nous avons commencé ce travail depuis le mois d'avril dernier. Des réflexions étaient menées entre les deux parties, un groupe de travail a été mis en place pour mener à bien ce projet. Et grâce à l'expertise technique et opérationnelle de Comores Télécom, elle a permis de déployer cette infrastructure réseau en un temps record. 5 semaines ont suffi pour déployer cette solution et pourtant initialement, nous avons prévu un travail de 3 mois. Donc ça veut dire que Comores Télécom est bien en avance », a-t-il assuré.

Il a également fait savoir que Comores Télécom reste à l'écoute de sa clientèle pour permettre à tout le

monde de tirer profit du numérique. Selon lui, cette collaboration marque une étape importante dans notre engagement à moderniser les infrastructures des entreprises et à offrir des services de qualité supérieure. « Ensemble, nous construisons un avenir où la technologie et la finance se rejoignent pour le bénéfice de notre communauté. Et le personnel de Comores Télécom reste disponible pour clarifier certaines choses », a-t-il ajouté. Le patron de Comores Télécom appelle à des partenariats fructueux avec tous les acteurs du développement pour créer un environnement de travail convivial à travers des solutions technologiques.

De son côté, le directeur général

de l'Union des Meck s'est félicité de la signature de ces deux conventions et les qualifie d'historiques. « Aujourd'hui, toutes nos agences sont interconnectées via Comores Télécom par la fibre optique et c'est une bonne chose. Car ça va nous permettre de centraliser les serveurs et c'est une avancée majeure pour nous », a-t-il déclaré. Selon lui, cette interconnexion vient à point nommé surtout avec le lancement prochain des nouveaux produits pour le réseau Meck. « Le réseau Meck a toujours voulu s'interconnecter avec Comores Télécom mais ça ne s'est jamais fait. Et avec Ali Hadji, le dossier a évolué très rapidement », a-t-il reconnu.

Nassuf Ben Amad

La Gazette des Comores
Fondateur et Directeur général
 Said Omar Allaoui
Directeur de la publication
 Elhad Said Omar
Rédactrice en chef
 Andjouza Abouheir
Secrétaire de rédaction
 Toufé Maecha
Rédaction
 Mohamed Youssouf
 Sanaa Chouzour
 A. Mmagaza
 M.I.M Abdou
 Nassuf Ben Amad
 Kamal Gamal Abdou
 Nabil Jaffar
 Riward
 A Bardraoui
 Mohamed Ali Nasra
Mise en page
 Abdouchakour Aladi Nourou
Responsable commercial
 Mariama Mhoma
Documentation archiviste
 Hadidja Abdou
Photographe / Site Web
 Mohamed Said Hassane
Impression
 Graphica Imprimerie
 www.lagazettedescomores.com
 Tel: 773 91 21/ 322 76 45

AVIS DE RECRUTEMENT



Faisant suite au Décret N°124-107/PR, le Secrétariat Général du Gouvernement de l'Union des Comores recrute **recrute un(e) Chef du Service Relations Publiques, Media et Présence Internationale.**

Description du poste :

Sous l'autorité du SGG, le/la Chef du Service Relations Publiques, Media et Présence Internationale travaillera sous la supervision directe du Chef de département de la communication dont les principales missions sont :

- De définir la stratégie globale de circulation de l'information gouvernementale
- De maintenir un lien avec la communauté internationale et internationale
- D'établir une interrelation entre les différentes structures de l'Etat
- De coordonner la communication interministérielle, notamment en cas de crise

La mission principale du Service Relations Publiques, Media et Présence Internationale est d'assurer une communication claire de l'action gouvernementale, d'organiser la visibilité média de cette action et de valoriser les Comores à l'international.

Les tâches spécifiques de ce poste sont principalement :

- L'organisation et le suivi des communications médias du Secrétariat Général du Gouvernement (conférences de presse, communiqués, publications etc.)
- La gestion des relations médias, incluant la Coordination des relations médias des institutions gouvernementales
- La veille informationnelle
- La coordination de la gestion des apparitions médias des responsables gouvernementaux
- La participation aux efforts de Développement et de structuration des médias :
- La modélisation d'un schéma stratégique pour la gestion des situations d'urgence (communication de crise)
- La promotion des Comores à l'étranger en favorisant la circulation de la culture comorienne par les arts, la culture et le sport et en participant à des événements culturels internationaux ainsi que les échanges économiques pour attirer des investissements étrangers.
- L'amélioration des relations avec les diasporas comoriennes

Profil recherché et expériences :**Pour candidater, il faut :**

1. Être de nationalité comorienne et résident dans le pays plus de 12 mois.
2. Être immédiatement disponible et à temps plein.
3. Être de bonnes mœurs, responsable et intègre.
4. Avoir un grand sens de l'organisation et savoir faire preuve de discrétion.
5. Faire preuve d'une grande disponibilité au travail.
6. Être capable de prendre des décisions rapidement en toute circonstance
7. Ne pas avoir d'antécédents judiciaires

8. Être diplômé d'un Master en Journalisme, Information, Communication, multimédia ou équivalent en compétences avérées

9. Justifier d'une pratique avérée en relations publics, relations médias pendant un minimum de 5 ans. Une expérience à l'international serait un atout.

10. Avoir une bonne expérience en management des équipes pendant au moins 2 ans.

11. Maîtriser les outils modernes de communication digitale.

12. Maîtriser le shiKomori et le Français. L'Anglais ou l'Arabe serait un plus.

Durée du contrat :

Contrat à Durée Déterminée de 2 ans renouvelable.

Procédure de soumission des candidatures :

Si vous souhaitez faire acte de candidature, veuillez adresser votre candidature au **Secrétariat Général du Gouvernement s/c Direction de la Communication Gouvernementale** en précisant l'objet « **Candidature au poste de Chef du Service Relations Publiques, Media et Présence Internationale** » et la déposer au secrétariat à la Présidence.

Votre demande devra contenir :

- Une lettre de motivation
- Un Curriculum Vitae bien détaillé avec les contacts des référents pour les compétences citées
- Le bulletin n°3 du casier judiciaire
- Des photocopies des diplômes et autres pièces justificatives
- Une photocopie de la carte d'identité nationale ou du passeport (page de l'identité ainsi que les pages des visas d'entrée et de sortie)
- Une photo d'identité.

Vous pouvez aussi envoyer votre candidature par email à l'adresse communication.sgg.comores@gmail.com

Le Secrétariat Général du Gouvernement fera systématiquement vérifier, pour chaque candidature, la véracité des conditions précitées et des compétences indiquées.

La date de clôture des candidatures est le samedi 14 Septembre 2024 à 12h00.

AVIS DE RECRUTEMENT



Faisant suite au Décret N°124-107/PR, le Secrétariat Général du Gouvernement de l'Union des Comores recrute **un(e) recrute un(e) Directeur des Ressources Humaines.**

Description du poste :

Sous l'autorité du SGG, le/la Directeur des Ressources Humaines aura comme principale mission la Gestion, motivation et animation du Personnel du Secrétariat Général du Gouvernement.

Les tâches spécifiques de ce poste sont principalement :

- La gestion du personnel, à savoir :
 - o Définir et mettre en œuvre la politique de recrutement et de gestion des carrières (mobilité, affectations, formations...) au sein du Secrétariat Général du Gouvernement.
 - o Préparer les contrats de travail, gérer les absences, les congés et toute autre gestion administrative du personnel en relation avec les services concernés en conformité avec la législation du travail en vigueur.
 - o Contrôler, en collaboration avec le Secrétaire Général du Gouvernement, l'activité des employés, en vue de veiller à l'atteinte des objectifs conformément aux contrats de travail et différentes missions confiées.
- La mise en œuvre des décisions prises par la hiérarchie en veillant au respect de la législation du travail en vigueur.
- La mise en place d'une communication interne visant à améliorer la qualité du climat social au sein des différentes composantes du Secrétariat Général du Gouvernement par notamment, la recherche prospective de l'adhésion du personnel aux objectifs du Secrétariat Général du Gouvernement et en diffusant en interne les informations liées à ces objectifs.

Profil recherché et expériences :**Pour candidater, il faut :**

1. Être de nationalité comorienne et résidant dans le pays plus de 12 mois.
2. Être de bonnes mœurs, responsable et intègre.
3. Être immédiatement disponible et à temps plein
4. Ne pas avoir d'antécédents judiciaires
5. Avoir une excellente maîtrise du code du travail comorien et de la législation en vigueur
6. Avoir un grand sens de l'organisation et savoir faire preuve de discrétion
7. Faire preuve d'une grande disponibilité au travail
8. Avoir une bonne maîtrise des outils de gestion du personnel
9. Avoir un bon sens relationnel et de bonnes compétences en communication interpersonnelle.

10. Être capable de prendre des décisions rapidement en toute circonstance

11. Avoir l'esprit d'équipe et une bonne capacité de manager une équipe

12. Avoir des compétences en médiation ou gestion des conflits est un atout.

13. Justifier d'un niveau académique de niveau minimum BAC+4 en Management, Sciences Sociales, économiques ou équivalent.

14. Une formation d'un **niveau minimum Bac+4 spécialisée dans les ressources humaines** est un atout majeur.

15. Justifier d'une expérience d'au moins 5 ans à un poste de responsabilité dans les ressources humaines, ou un poste équivalent en management dans une administration publique ou privée.

Durée du contrat :

Contrat à Durée Déterminée de 2 ans renouvelable.

Procédure de soumission des candidatures :

Si vous souhaitez faire acte de candidature, veuillez adresser votre candidature au **Secrétariat Général du Gouvernement s/c Direction de la Communication Gouvernementale** en précisant l'objet « **Candidature au poste de Directeur des Ressources Humaines** » et la déposer au secrétariat à la Présidence.

Votre demande devra contenir :

- Une lettre de motivation
- Un Curriculum Vitae bien détaillé avec les contacts des référents pour les compétences citées
- Le bulletin n°3 du casier judiciaire
- Des photocopies des diplômes et autres pièces justificatives
- Une photocopie de la carte d'identité nationale ou du passeport (page de l'identité ainsi que les pages des visas d'entrée et de sortie)
- Une photo d'identité.

Vous pouvez aussi envoyer votre candidature par email à l'adresse communication.sgg.comores@gmail.com

Le Secrétariat Général du Gouvernement fera systématiquement vérifier, pour chaque candidature, la véracité des conditions précitées et des compétences indiquées.

La date de clôture des candidatures est le samedi 14 Septembre 2024 à 12h00.

MANDELA WASHINGTON 2025 :

Un tremplin pour les jeunes Comoriens

Bénéficiaire du programme Mandela Washington Fellowship, édition 2024, Soifia Hassani, appelle d'autres jeunes à s'inscrire pour booster leurs carrières. Selon elle, ce programme est bien plus qu'une simple bourse d'études, c'est aussi une opportunité d'avoir un impact durable sur sa communauté et de devenir un leader reconnu.

Après avoir suivi le programme Yali, Soifia Hassani sensibilise à son tour. Dans un entretien accordé à La Gazette des Comores, elle nous parle de sa formation et de son engagement en tant que jeune leader. « Le programme Yali change des vies. C'est un tremplin pour les jeunes talents comoriens ! En tant que participante de cette année, je peux témoigner de l'excellence de ce programme. J'ai eu l'honneur d'être accueillie à la prestigieuse Maxwell School of Citizenship and Public Affairs de l'Université de Syracuse, classée numéro 1 dans le dernier classement des meilleures écoles de politique publique par U.S. News & World Report », avance, la journaliste de l'ORTC, Soifia Hassani.

En plus des formations académiques de pointe, les participants bénéficient de sessions de network-

ing avec de nombreuses personnalités américaines ainsi qu'avec les autres fellows lors du sommet à Washington, D.C. « Ces interactions offrent des opportunités inestimables de créer des connexions qui peuvent influencer notre parcours professionnel. » Et de continuer : « nous bénéficions d'un coaching intensif autour d'un projet ciblé (focus project) que nous avons développé durant notre séjour. Un engagement sérieux dans ce projet peut véritablement transformer notre carrière ». La journaliste de l'ORTC, explique que pour maximiser notre potentiel, trois pistes sont à suivre. « Le Mandela Washington Fellowship propose trois parcours distincts pour répondre aux besoins spécifiques des jeunes leaders africains à savoir le Business Track, le Public Management Track, et le Civic engagement Track », précise-t-elle.

Elle a tenu à rappeler que ce programme est conçu pour ceux qui impactent le continent africain, leur pays, leur région, voire leur ville, d'une manière ou d'une autre quel que soit notre engagement, dans la société civile, la fonction publique, ou même si vous entreprenez ou travaillez dans le secteur privé. « Ce programme est un soutien pour passer de la vision à l'action. Il ne se limite pas à une simple formation

académique. Il vous offre également l'opportunité de bénéficier du soutien d'un réseau de plus de 5 000 anciens participants (alumni) répartis à travers toute l'Afrique, ces dix dernières années. Ce réseau constitue une ressource inestimable pour transformer vos visions en actions concrètes », renchérit-elle.

Les jeunes talents comoriens sont invités à ne pas laisser passer cette opportunité. « Postuler au Mandela Washington Fellowship, c'est se donner les moyens de concrétiser ses rêves, d'avoir un impact durable sur sa communauté et de devenir un leader reconnu. Le temps presse, alors préparez dès maintenant votre candidature et rejoignez les rangs de ceux qui font bouger l'Afrique », dixit la participante du Yali 2024.

Et d'ajouter : « Si vous avez un projet qui a le potentiel de transformer votre communauté, c'est le moment de postuler. Pour plus d'informations, rendez-vous sur ce site officiel du programme. <https://www.mandelawashingtonfellowship.org/apply/> et soumettez votre candidature avant le 10 septembre 2024. Ne manquez pas cette chance unique de changer votre vie et celle de votre communauté ».

Mohamed Ali Nasra

Soifia Hassani, bénéficiaire du programme Yali.



UNION DES COMORES

Unité – Solidarité – Développement

MINISTRE DE L'ENERGIE, DE L'EAU ET DES HYDROCARBURES

PROJET D'ACCES A L'ENERGIE SOLAIRE AUX COMORES (PAESC)

Numéro du projet : P177646 / Grant IDA0490

AVIS DE PUBLICATION

DIFFUSION ET PUBLICATION DE L'ETUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) / PLAN DE GESTION ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL POUR LA CONSTRUCTION DES LIGNES D'INTERCONNEXION RELIANT LES CENTRALES SALAIRE PHOTOVOLTAIQUE (PV) AUX CENTRALES THERMIQUES DE DOMOIMBOINI A VOIDJOU A NGAZIDJA ET DE BAMBAA MTSANGA À TRENANI À NDZOUANI ET DES PLANS DE REINSTALLATION (PR) Y RELATIFS.

Dans le cadre de la construction prochaine des lignes d'interconnexions reliant les centrales solaires photovoltaïques aux centrales thermiques de DOMOIMBOINI à VOIDJOU à Ngazidja et de BAMBAA MTSANGA à TRENANI à Ndzouani, l'Etude d'Impact Environnemental et Social (EIES) / Plan de Gestion Environnemental et Social et les plans de réinstallation (PR) relatifs à ces lignes sont élaborés par le Projet d'Accès à l'Energie Solaire aux Comores (PAESC). Le Ministère de l'énergie, de l'eau et des hydrocarbures informe le public (y compris Association, ONG, Partenaire technique et Société Civile, ...) que les documents suivants :

*Etude d'Impact Environnemental et Social (EIES) / Plan de Gestion Environnemental et Social pour la construction de la ligne d'interconnexion reliant la centrale solaire photovoltaïque à la centrale thermique de DOMOIMBOINI à VOIDJOU à Ngazidja ;

*Etude d'Impact Environnemental et Social (EIES) / Plan de Gestion Environnemental et Social pour la construction de la ligne d'interconnexion reliant la centrale solaire photovoltaïque à la centrale thermique de BAMBAA MTSANGA à TRENANI à Ndzouani ;

*Plan de réinstallation (PR) relatif à la ligne d'interconnexion reliant DOMOIMBOINI à VOIDJOU à Ngazidja ;

*Plan de réinstallation (PR) relatif à la ligne d'interconnexion reliant BAMBAA MTSANGA à TRENANI à Ndzouani ;

sont consultables au bureau du PAESC, sis à Moroni, route de Salimani, quartier Sahara et sont mis à disposition pour consultation sur le site Web de la Banque Mondiale, de la SONELEC, ainsi que sur la page Facebook du Projet :

<https://soneleccomores.com/> - <https://www.facebook.com/paesc.comores>

AVIS DE RECRUTEMENT



Faisant suite au Décret N°124-107/PR, le Secrétariat Général du Gouvernement de l'Union des Comores recrute un(e) **Chef du Service communication numérique.**

Description du poste :

Sous l'autorité du SGG, le/la Chef du Service communication numérique travaillera sous la supervision directe du Chef de département de la communication dont les principales missions sont :

- De définir la stratégie globale de circulation de l'information gouvernementale
- De maintenir un lien avec la communauté nationale et internationale
- D'établir une interrelation entre les différentes structures de l'Etat
- De coordonner la communication interministérielle, notamment en cas de crise

La mission principale du Service communication numérique est d'améliorer la présence en ligne de l'action gouvernementale, faire de la veille informationnelle et faciliter l'accès à l'information à la population.

Les tâches spécifiques de ce poste sont principalement :

- La gestion des réseaux sociaux
- La connectivité interministérielle
- La veille informationnelle
- La mise à jour et renouvellement du site web du gouvernement, en créant aussi de nouvelles rubriques
- La planification des conceptions et diffusion de contenus
- La coordination avec les unités de communication digitale des différentes institutions de l'Etat
- Toute mission confiée au Département Communication par la hiérarchie

Profil recherché et expériences :

Pour candidater, il faut :

1. Être de nationalité comorienne et résidant dans le pays plus de 12 mois.
2. Être immédiatement disponible et à temps plein.
3. Être de bonnes mœurs, responsable et intègre.
4. Avoir un grand sens de l'organisation et savoir faire preuve de discrétion.
5. Faire preuve d'une grande disponibilité au travail.
6. Être capable de prendre des décisions rapidement en toute circonstance
7. Ne pas avoir d'antécédents judiciaires
8. Être diplômé d'un Master en communication, marketing, Multimédia ou équivalent en compétences avérées

9. Justifier d'une pratique avérée en communication numériques et/ou en community management pendant un minimum de 5 ans

10. Avoir une bonne expérience en management des équipes pendant au moins 2 ans.

11. Maîtriser différents outils numériques et des techniques de SEO

12. Maîtriser le shiKomori et le Français. L'Anglais ou l'Arabe serait un plus.

Durée du contrat :

Contrat à Durée Déterminée de 2 ans renouvelable.

Procédure de soumission des candidatures :

Si vous souhaitez faire acte de candidature, veuillez adresser votre candidature au **Secrétariat Général du Gouvernement s/c Direction de la Communication Gouvernementale** en précisant l'objet « **Candidature au poste de Chef du Service communication numérique** » et la déposer au secrétariat à la Présidence.

Votre demande devra contenir :

- Une lettre de motivation
- Un Curriculum Vitae bien détaillé avec les contacts des référents pour les compétences citées
- Le bulletin n°3 du casier judiciaire
- Des photocopies des diplômes et autres pièces justificatives
- Une photocopie de la carte d'identité nationale ou du passeport (page de l'identité ainsi que les pages des visas d'entrée et de sortie)
- Une photo d'identité.

Vous pouvez aussi envoyer votre candidature par email à l'adresse communication.sgg.comores@gmail.com

Le Secrétariat Général du Gouvernement fera systématiquement vérifier, pour chaque candidature, la véracité des conditions précitées et des compétences indiquées.

La date de clôture des candidatures est le samedi 14 Septembre 2024 à 12h00.

AVIS DE RECRUTEMENT



Faisant suite au Décret N°124-107/PR, le Secrétariat Général du Gouvernement de l'Union des Comores recrute un(e) **Chef du Service Communication pour l'Implication Citoyenne.**

Description du poste :

Sous l'autorité du SGG, le/la Chef du Service pour l'Implication Citoyenne travaillera sous la supervision directe du Chef de département de la communication dont les principales missions sont :

- De définir la stratégie globale de circulation de l'information gouvernementale
- De maintenir un lien avec la communauté internationale et internationale
- D'établir une interrelation entre les différentes structures de l'Etat
- De coordonner la communication interministérielle, notamment en cas de crise

La mission principale du Service pour l'Implication Citoyenne est d'encourager la participation active des citoyens dans les initiatives gouvernementales et d'organiser la remontée des informations depuis la communauté pour une prise en compte dans les stratégies et politiques gouvernementales.

Les tâches spécifiques de ce poste sont principalement :

- Organisation et suivi de consultations publiques avec et/ou entre toutes les couches de la population.
- Organisation de la remontée des informations comme aide au processus de prise de décision
- Organisation et suivi de forums et réunions communautaires.
- Favoriser le dialogue et débats sur les préoccupations de la population comorienne à travers la création de contenus et de plateformes favorisant ces échanges.

Profil recherché et expériences :

Pour candidater, il faut :

1. Être de nationalité comorienne et résidant dans le pays plus de 12 mois.
2. Être immédiatement disponible et à temps plein.
3. Être de bonnes mœurs, responsable et intègre.
4. Avoir un grand sens de l'organisation et savoir faire preuve de discrétion.
5. Faire preuve d'une grande disponibilité au travail.
6. Être capable de prendre des décisions rapidement en toute circonstance
7. Ne pas avoir d'antécédents judiciaires
8. Être diplômé d'un Master en Communication pour le Développement (C4D), en Communication pour le Changement Social et Comportemental (CCSC), en Sociologie ou équivalent en formation et/ou en compétences avérées
9. Justifier d'une pratique avérée en Communication participative et/ou dans le tra-

vail communautaire pendant un minimum de 5 ans. Une expérience dans la médiation sociale serait un atout.

10. Avoir une bonne expérience en management des équipes pendant au moins 2 ans.

11. Maîtriser les outils modernes de communication digitale.

12. Maîtriser le shiKomori et le Français. L'Anglais ou l'Arabe serait un plus.

Durée du contrat :

Contrat à Durée Déterminée de 2 ans renouvelable.

Procédure de soumission des candidatures :

Si vous souhaitez faire acte de candidature, veuillez adresser votre candidature au **Secrétariat Général du Gouvernement s/c Direction de la Communication Gouvernementale** en précisant l'objet « **Candidature au poste de Chef du Service pour l'Implication Citoyenne** ».

Votre demande devra contenir :

- Une lettre de motivation
- Un Curriculum Vitae bien détaillé avec les contacts des référents pour les compétences citées
- Le bulletin n°3 du casier judiciaire
- Des photocopies des diplômes et autres pièces justificatives
- Une photocopie de la carte d'identité nationale ou du passeport (page de l'identité ainsi que les pages des visas d'entrée et de sortie)
- Une photo d'identité.

Vous pouvez aussi envoyer votre candidature par email à l'adresse communication.sgg.comores@gmail.com

Le Secrétariat Général du Gouvernement fera systématiquement vérifier, pour chaque candidature, la véracité des conditions précitées et des compétences indiquées.

La date de clôture des candidatures est le samedi 14 Septembre 2024 à 12h00.